

Pour comprendre la crise en Guadeloupe

Article rédigé par *Edouard Boulogne**, le 26 février 2009

Une grave crise sociale bouleverse la Guadeloupe depuis maintenant cinq semaines. La Martinique est touchée aussi, depuis moins longtemps, de façon moins abrupte, mais pour les mêmes raisons. Entre désordres objectifs, racisme et manipulations, analyse de la situation depuis Pointe-à-Pitre par un Français d'origine créole, correspondant de *Liberté politique*.

Rappelons que la Guadeloupe et la Martinique sont françaises depuis 1635. Que le peuplement est hétérogène, composé de Blancs originaires de la métropole, dès l'origine (pour la plupart des descendants d'engagés, des "36 mois" comme on les appelait, qui ont fait souche, et quelques familles aristocratiques ; de Noirs, descendants d'Africains achetés en Afrique à des Africains, et importés, comme esclaves par le moyen du commerce triangulaire, la Traite, jusqu'à l'interdiction de celle-ci dans la première moitié du XIXe siècle ; d'Indiens (des Indes) depuis 1852, pour pallier à des problèmes de main d'œuvre, et qui se sont établis dans les îles, où ils composent une ethnie parfaitement assimilée ; des Syro-libanais et des émigrés italiens depuis un siècle, etc.

De la rencontre de tous ces groupes sont issus les métis qui constituent la grande majorité des habitants de la Guadeloupe. La représentation binaire Blancs/Noirs est fausse.

Rappel historique

L'esclavage a été aboli définitivement en 1848. Les îles sont demeurées des colonies jusqu'à la loi de départementalisation de 1946, qui fut passionnément réclamée par les autochtones, et dont le rapporteur à l'Assemblée nationale en 1946, fut Aimé Césaire.

La départementalisation des vieilles colonies entraîna de grands changements sur place.

En 1946, le retard de développement des îles, situées, de plus, à des milliers de kilomètres de l'hexagone, à une époque où les moyens de déplacement et de télécommunications étaient fort différents de ce qu'ils sont devenus, et alors que la France en ruines, au sortir de la guerre, devait tout entière se reconstruire, ne pouvait se rattraper en quelques incantations.

La départementalisation s'est donc effectuée par étapes : politique, sociale, économique.

En théorie, elle est, en 2009, à peu près achevée. Dans la pratique, il reste encore à faire, il demeure des dysfonctionnements, des habitudes, et des mentalités, héritées du passé, et ceci dans toutes les catégories sociales (qui coïncident aussi, parfois, moins qu'on ne le dit ces jours-ci, mais tout de même partiellement, avec des catégories ethniques : la partie blanche de la population pesant, par exemple, d'un poids économique plus important que sa représentation démographique). Concluons ce trop bref, et indispensable rappel historique, par le constat que de vieilles colonies, à l'économie archaïque, et aux mentalités traditionnelles, sont entrées il y a soixante ans, d'un seul coup, dans ce grand courant de la modernité qui secoue et déstructure des sociétés bien plus vastes et organisées. D'où certaines difficultés parfois, à suivre le mouvement ou à s'y adapter.

Les soubassements d'une crise

La crise en cours, depuis le 21 janvier dernier, a éclaté à l'initiative du collectif Liyannaj Kont Pwofitasyon - LKP (c'est-à-dire Association contre l'exploitation), qui fédère une cinquantaine de syndicats et

d'associations, de très inégale importance, dont le plus influent est le très musclé (et politiquement indépendantiste) UGTG (Union générale des travailleurs guadeloupéens) dont l'actuel président Elie Domota, est aussi le président de Liyannaj.

Les revendications, sont au nombre d'environ 140, dont certaines très farfelues (par exemple l'arrêt immédiat de toute violence faite aux femmes !).

La plus importante, celle qui vaut au Collectif, une certaine popularité auprès de gens qui n'ont, par ailleurs, aucune velléité séparatiste, est la baisse du coût de la vie, et l'élévation, immédiate, de tous les salaires, d'au moins deux cents euros (net). La protestation contre la vie chère ne peut qu'être populaire.

Certes ! la position des départements d'outre-mer, sur les plans économiques, social, sanitaire, etc., suscite l'envie de tout l'arc antillais. En témoigne l'afflux d'immigrants dans nos DOM de milliers et milliers d'Haïtiens, Dominicains, Dominicais, Sainte-Luciens, etc.

Mais la plus grande cherté de la vie en Guadeloupe (et en Martinique) qu'en métropole est incontestable. Il y a à cela des causes objectives.

D'abord le handicap de l'insularité (la Guadeloupe est à 6700 km de Paris). Il y a aussi des abus de position dominante, et la recherche du gain maximum, sans suffisamment de considération pour le bien commun de certains secteurs de la grande distribution, ou du raffinage et de la distribution d'essence, dont le monopole, réservé à une société (la SARA) mérite que le gouvernement et les élus locaux s'y intéressent de plus près et procèdent aux aménagements et réformes qui s'imposent.

Il y a la survivance de taxes, datant de l'époque coloniale, comme l'octroi de mer dont le maintien ne s'impose pas aux yeux de beaucoup : cette taxe est née au XVII^e siècle pour accorder une certaine indépendance commerciale et protéger la production locale. Portant sur les produits importés, elle est censée, aujourd'hui, contribuer au financement des communes, et est votée par les Conseils généraux. Taxe sur les produits importés, elle contribue au renchérissement de la vie. Interdite par le traité de la CCE, elle est provisoirement prorogée.

Cette cherté de la vie est d'ailleurs reconnue officiellement, notamment par la surrémunération des fonctionnaires (de 40 % par rapport à leurs homologues de la France métropolitaine) qui crée une société à deux vitesses, les fonctionnaires nantis, et les autres, salariés du secteur privé, par l'abattement, également, de 30 % sur les revenus imposables par rapport au reste de la France.

Il faut ajouter que les productions traditionnelles des îles, la fabrication et l'exportation du sucre et du rhum, (qui ont fait jadis leur prospérité, et celle de la métropole : Bordeaux, Nantes, La Rochelle, etc.) sont en très grande régression, confrontées à la concurrence des pays d'Amérique centrale, du Sud, ou d'Afrique, où les conditions de rémunération sont celles de l'esclavage ancien, ce qui ajoute aux difficultés. Pas de ressources minières aux îles, pas de pétrole. Mais de grandes possibilités par le développement du tourisme qui pourrait devenir l'industrie salvatrice, si elle était suffisamment prise au sérieux et voulue par les Guadeloupéens dans leur ensemble (et non sabotée comme il en est présentement par des comportements, disons... irréfléchis!).

Tel est le terrain favorable qui explique (sans les justifier) les événements de ces dernières semaines.

La récupération séparatiste

Car, comme dit plus haut, la Guadeloupe (comme la Martinique), ne veut pas l'indépendance, la rupture avec la France. Les partis politiques séparatistes n'ont jamais obtenu la confiance de l'électorat quant à leurs revendications séparatistes. Quand, il y a peine plus de cinq ans, en décembre 2003, un projet de changement

de statut fut proposé aux populations par referendum, tendant soit au maintien du *statu quo* départemental, soit à un statut d'autonomie (même pas l'indépendance), les deux îles répondirent pour le maintien du statut actuel. En Guadeloupe, le refus du changement de statut se chiffra à 75 % de l'électorat !

Les 25 % restants se divisant d'ailleurs en partisans durs de l'indépendance radicale (pour eux, il s'agissait d'une étape) et en autonomistes préférant une évolution dans la République, dans le cadre de l'article 74 de la Constitution.

Ce qui complique la situation présente, c'est l'ambiguïté du LKP et de son leader (séparatiste), fort habile agitateur, bon connaisseur des techniques de manipulation des masses. Trop intelligent pour se heurter de front à une opinion qu'il sait ne pas être mûre (adjectif utilisé il y deux jours sur une radio, par un universitaire partisan du mouvement), Elie Domota joue sur les éléments du mécontentement évoquée ci-dessus.

Il s'appuie sur une organisation syndicale, qui s'est puissamment organisée, au fil des années, qui utilise des arguments musclés lors des conflits dans les entreprises. Arguments qui vont jusqu'à la limite du terrorisme : quadrillage des quartiers ces jours-ci dans les villes de Guadeloupe, et même dans les campagnes, menaces et coups, etc. Ses commandos sont comparés par certains à ceux des tontons macoutes de sinistre réputation en Haïti.

Il s'appuie aussi sur une patiente infiltration des milieux médiatiques, qu'il contrôle presque totalement depuis plus d'un mois. Il dispose de relais influents et actifs (mais on retrouve cela aussi en métropole) dans l'Éducation nationale, où toute activité est arrêtée depuis 35 jours (les professeurs qui veulent travailler en sont physiquement empêchés) sans souci des examens qui approchent.

On répète sur les antennes des radios, y compris sur les antennes nationales que la Guadeloupe est en grève générale. En fait il n'en est rien. La Guadeloupe est empêchée de travailler, parce que les stations d'essence sont contrôlées par le LKP, parce que les militants de ce collectif obstruent les routes par des barrages, et par des groupes de militants violents et excités.

Les dirigeants du collectif tentent aussi d'allumer une guerre raciale.

Les Antillais ne sont pas plus racistes que d'autres. Mais l'histoire, fait que chez eux une sensibilité particulière existe dans le domaine des rapports interraciaux. La Révolution, a dit quelqu'un, est un soulèvement de l'humeur. Or les esclaves ont été des Noirs, et il subsiste chez beaucoup une susceptibilité, compréhensible, sur ce terrain psychologique, un ressentiment latent que des spécialistes de l'action subversive tentent d'utiliser au profit de leurs ambitions.

D'où la prudence avec laquelle les autorités doivent gérer le maintien de l'ordre public, et les droits des citoyens, à travailler, à circuler librement, à s'exprimer librement, à être informés honnêtement.

Jusqu'à cette heure (23 février) cette tâche a été accomplie avec adresse par le préfet et les forces de l'ordre.

La politique du gouvernement

La gestion de la crise par le gouvernement, en revanche, est beaucoup plus discutable. L'on reproche, peut-être avec raison, au président de la République d'avoir trop tardé à s'intéresser au problème.

On reproche avec encore plus de raisons au secrétaire d'État chargé des DOM-TOM, M. Yves Jégo, d'avoir été trop fluctuant, hésitant, et finalement partisan, puisque prenant partie, il y a déjà dix jours, pour une des parties prenantes (le LKP) dans la négociation entre LKP et patronat, après avoir pris des engagements au nom du gouvernement sans en avoir été mandaté. Il a d'ailleurs été recadré par le Premier ministre.

En Guadeloupe, on dit qu'il a été domotisé .

Les discussions continuent, ce 23 février. Toute négociation implique des concessions mutuelles. Mais le LKP reste intransigeant (et sur quel ton!), alors que, comme le rappelait le jeune président du Medef-Guadeloupe, M. Willy Angèle, l'augmentation de 200 € net de tous les salaires est impossible pour les petites entreprises de Guadeloupe (moins de 10 salariés), près de 90 % d'entre elles. Cela reviendrait à une augmentation de 15 % de la masse salariale.

Chacun espère une médiation active de l'État, cet État que M. Domota n'appelle jamais autrement que l'État fwancé .

Étrange logique !

* **Édouard Boulogne** est professeur de philosophie, résident en Guadeloupe. Il anime le blog Le scrutateur.com, tribune d'expression de citoyens français d'origine créole, de sensibilité chrétienne, qui se veulent libres à l'égard des modes, notamment idéologiques.
